



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.986/4
du 11 octobre 2021

advies 69.986/4
van 11 oktober 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux services postaux'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
postdiensten'

Le 22 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 octobre 2021 *, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux services postaux'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 octobre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 octobre 2021.

* Par courriel du 22 juillet 2021.

*

Op 22 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 15 oktober 2021 *, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de postdiensten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 11 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Patrick RONVAUX, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 oktober 2021.

* Bij e-mail van 22 juli 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Si les habilitations contenues dans la loi du 6 juillet 1971 'relative à la création de bpost et à certains services postaux' et dans la loi du 26 janvier 2018 'relative aux services postaux' octroient un large pouvoir d'appréciation au Roi dans le cadre de leur exécution ¹, il n'en demeure pas moins qu'elles doivent être examinées à la lumière de la directive 97/67/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 décembre 1997 'concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service'.

L'article 9 de cette directive énonce :

« 1. Pour ce qui est des services qui ne relèvent pas du service universel, les États membres peuvent introduire des autorisations générales dans la mesure où cela est nécessaire pour garantir le respect des exigences essentielles ².

2. Pour ce qui est des services qui relèvent du service universel, les États membres peuvent introduire des procédures d'autorisation, y compris des licences individuelles, dans la mesure où cela est nécessaire pour garantir le respect des exigences essentielles et la prestation du service universel.

L'octroi d'autorisations peut :

- être subordonné à des obligations de service universel,
- si cela est nécessaire et justifié, être assorti d'exigences concernant la qualité, la disponibilité et la réalisation des services correspondants,

¹ Voir notamment l'article 3, § 1^{er}, 8^o, de la loi du 26 janvier 2018 qui habilite le Roi à définir des conditions, qui s'imposent à l'ensemble des prestataires de services postaux, portant « notamment » sur

a) le traitement et la distribution des envois recommandés et des envois à valeur déclarée ;

b) le traitement des envois non distribuables et des envois tombés en rebut ; et

c) les envois interdits au transport postal pour des motifs d'ordre, de sécurité et de santé publics, ou encore les règles en matière de transport de matières dangereuses.

² L'article 2, 19), de la directive 97/67/CE définit les « exigences essentielles » comme étant « les raisons générales de nature non économique qui peuvent amener un État membre à imposer des conditions pour la prestation de services postaux. Ces raisons sont la confidentialité de la correspondance, la sécurité du réseau en ce qui concerne le transport de matières dangereuses, le respect des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale prévus par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives et/ou par les conventions collectives négociées entre partenaires sociaux au niveau national, conformément au droit communautaire et à la législation nationale et, dans les cas justifiés, la protection des données, la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire.

La protection des données peut comprendre la protection des données à caractère personnel, la confidentialité des informations transmises ou stockées ainsi que la protection de la vie privée ».

– le cas échéant, être subordonné à l'obligation de contribuer financièrement aux mécanismes de partage des coûts visés à l'article 7, si la prestation du service universel entraîne un coût net et constitue une charge financière inéquitable pour le ou les prestataires du service universel désignés conformément à l'article 4,

– le cas échéant, être subordonné à l'obligation de contribuer financièrement aux coûts de fonctionnement de l'autorité réglementaire nationale visée à l'article 22,

– le cas échéant, être subordonné à l'obligation de respecter les conditions de travail prévues par la législation nationale ou imposer le respect de ces conditions.

Les obligations et exigences visées au premier tiret ainsi qu'à l'article 3 ne peuvent être imposées qu'aux prestataires du service universel désignés.

Sauf dans le cas des entreprises qui ont été désignées prestataires du service universel conformément à l'article 4, les autorisations ne peuvent :

– être limitées en nombre,

– pour les mêmes éléments du service universel ou parties du territoire national, imposer des obligations de service universel et, dans le même temps, l'obligation de contribuer financièrement à un mécanisme de partage des coûts,

– reprendre les conditions applicables aux entreprises en vertu d'une autre législation nationale non propre au secteur,

– imposer des conditions techniques ou opérationnelles autres que celles nécessaires pour remplir les obligations prévues par la présente directive.

3. Les procédures, obligations et exigences visées aux paragraphes 1 et 2 sont transparentes, accessibles, non discriminatoires, proportionnées, précises et univoques ; elles sont publiées préalablement et se fondent sur des critères objectifs. Les États membres veillent à ce que les raisons pour lesquelles une autorisation est refusée ou retirée entièrement ou partiellement soient communiquées au demandeur et établissent une procédure de recours »³.

Il s'en déduit que les obligations imposées aux prestataires des services postaux, que ce soit au titre de l'autorisation générale ou de l'autorisation individuelle, ne peuvent l'être que dans certaines limites, quant à leur objet et quant au but qu'elles poursuivent, et que celles-ci doivent demeurer dans un rapport de proportionnalité raisonnable par rapport à l'objectif poursuivi⁴.

L'arrêt à l'examen prévoit néanmoins un certain nombre d'obligations à l'égard des prestataires de services postaux qui sont de nature à poser question au regard du cadre ainsi fixé par la directive et pour lesquelles l'auteur du projet ne fournit pas de justifications particulières.

³ La Cour de Justice de l'Union européenne a jugé que l'article 9, paragraphe 2, alinéa 2, s'applique également aux autorisations générales visées au paragraphe 1 de cette disposition. Le raisonnement que la Cour a adopté peut d'ailleurs s'appliquer *mutatis mutandis* à l'article 9, paragraphe 2, alinéa 4, de la directive, C.J., arrêt *DHL Express (Austria) GmbH c. Post-Control-Kommission, Bundesminister für Verkehr, Innovation und Technologie*, C-2/15, 16 novembre 2016, point 26, ECLI:EU:C:2016:880.

⁴ Voir l'avis n° 53.840/4 donné le 25 septembre 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 3 février 2014 'portant des dispositions diverses relatives aux services postaux', *Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 53-3134/1, pp. 17 à 26, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53840.pdf>, observation n° 2 sous l'article 9.

Il s'agit des obligations suivantes :

– l'article 2, § 4, impose désormais à l'ensemble des titulaires de licence d'assurer un service de réexpédition et de conservation des envois de correspondance alors que cette obligation ne s'impose actuellement qu'au prestataire du service universel conformément à l'article 38 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 'portant réglementation du service postal' ;

– les articles 5 et 6 et le chapitre 7 du titre 2 concernent désormais l'ensemble des prestataires de services postaux alors que ces dispositions ne sont actuellement applicables qu'aux services faisant partie du service universel conformément aux articles 24 à 27, 36 et 37 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 ;

– l'article 14 ordonne dorénavant à l'ensemble des prestataires de services postaux de tenir à disposition un envoi enregistré qui n'a pas pu être distribué dans un rayon de quinze kilomètres maximum de l'adresse du destinataire ;

– l'article 28, 5° impose aux demandeurs de licence de communiquer, dans le cadre de leur demande, les conditions générales de vente qui seront appliquées en cas d'octroi de la licence ;

– l'article 37 détermine les informations minimales à reprendre obligatoirement dans les conditions générales des titulaires de licence et leur impose de les mettre à disposition sur leur site internet ⁵.

Force est de constater que le dossier ne comporte aucune précision sur ces différents points. Dans cette mesure, il n'a pas été possible à la section de législation de se prononcer en toute connaissance de cause.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet d'exposer, dans le rapport au Roi, les éléments qui démontrent que ces obligations se concilient avec le cadre fixé par la directive 97/67/CE tel que rappelé ci-dessus.

Ce n'est qu'à la condition de pouvoir apporter cette démonstration que les obligations examinées, éventuellement revues quant à leur champ d'application, peuvent être maintenues ⁶.

⁵ Voir sur cette obligation l'avis n° 47.625/4 donné le 22 février 2009 (lire : 2010) sur un avant-projet devenu la loi du 13 décembre 2010 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification', *Doc. parl.*, Chambre, 2010, n° 202/1, pp. 68 à 110, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47625.pdf>, observation n° 1.3 sous l'article 28.

⁶ Voir à cet égard l'avis n° 40.928/4 donné le 19 septembre 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 1^{er} avril 2007 'modifiant la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur les Services des Postes', *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2780/1, pp. 23 à 28, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40928.pdf>.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Plusieurs dispositions invoquées à titre de fondement juridique imposent de recueillir des « avis »⁷ et une « proposition »⁸ de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « IBPT »).

Interrogée sur l'accomplissement de ces formalités, la déléguée de la Ministre a expliqué que « le Conseil d'IBPT a approuvé et proposé le texte à la Ministre ».

L'auteur du projet s'assurera que ces formalités ont effectivement été accomplies.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Certaines dispositions du projet d'arrêté ne pouvant se baser sur un fondement juridique exprès⁹, il convient de viser, dans un nouvel alinéa 1^{er}, l'article 108 de la Constitution.

2. Dans l'alinéa 1^{er} (devenant l'alinéa 2), il convient de viser plus précisément l'article 3, § 1^{er}, 1^o, alinéa 2, et 8^o ainsi que l'article 4, alinéa 2, de la loi du 26 janvier 2018.

De plus, comme l'a confirmé la déléguée de la Ministre, les articles 6, § 1^{er}, 1^o et 16, § 4, de la loi du 26 janvier 2018 ainsi que l'article 46, § 1^{er}, alinéa 6, du Code judiciaire constituent le fondement juridique de certaines dispositions du projet d'arrêté. En conséquence, ils seront également visés au nouvel alinéa 2.

3. Le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 'sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la Directive 1999/93/CE' constituant un fondement juridique de l'arrêté en projet, il sera visé au préambule, qui sera complété en conséquence¹⁰.

4. La proposition de l'IBPT ainsi que l'avis de l'Autorité de protection des données, qui est actuellement consultée, seront également visés au préambule avec leur date.

5. L'accord du Ministre du Budget n'est pas requis en vertu de l'article 5, 2^o, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire'.

⁷ Voir les articles 6, § 2, 7 et 13 de la loi du 26 janvier 2018.

⁸ Voir l'article 6, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 26 janvier 2018.

⁹ Voir, à titre d'illustration, les définitions reprises à l'article 42, §§ 2 et 3.

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 40.

Afin d'éviter toute confusion sur le caractère obligatoire de cette consultation, cet accord ne sera pas visé au préambule ; l'alinéa qui le vise sera omis.

DISPOSITIF

Article 1^{er} nouveau

Un article 1^{er} nouveau sera inséré qui précisera que le projet à l'examen assure la transposition partielle de la directive 97/67/CE ¹¹.

Article 1^{er}

Il n'est pas au pouvoir de l'auteur du projet de prévoir des dispositions telles celle énoncée au paragraphe 1^{er}.

Ce paragraphe sera omis.

Article 2

Le paragraphe 3, alinéa 1^{er} *in fine*, prévoit que le prestataire de services postaux peut déterminer l'adresse de distribution « en effectuant des traitements automatiques de données à caractère personnel ».

Le paragraphe 3, alinéa 2, énonce à cet égard :

« Ces traitements ont pour objectif de compléter ou d'interpréter l'adresse postale sur la base soit d'algorithmes de reconnaissance soit de comparaisons avec des données traitées antérieurement dans le cadre de précédentes distributions d'envois au même destinataire soit de comparaisons avec les bases de données d'adresses utilisées par le prestataire de services postaux ».

En vertu de l'article 22 de la Constitution, de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme et de l'article 6, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', les traitements de données à caractère personnel doivent être encadrés par une réglementation claire et précise, dont l'application doit être prévisible pour les personnes concernées.

¹¹ *Ibidem*, recommandation n° 94.

À cet égard, l'assemblée générale de la section de législation a récemment rappelé, dans son avis n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 :

« Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle ¹².

En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les 'éléments essentiels' sont fixés préalablement par le législateur ¹³.

Par conséquent, les 'éléments essentiels' des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des 'éléments essentiels' les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données » ¹⁴.

Aucune habilitation reprise dans la loi du 26 janvier 2018 ou dans la loi du 6 juillet 1971 ne répond à ces exigences en ce qui concerne les traitements automatiques de données à caractère personnel visés à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er} *in fine*.

Une observation similaire vaut pour les paragraphes 5 et 6 de la disposition à l'examen.

Il en résulte que l'article 2, § 3, alinéa 1^{er} *in fine*, et §§ 5 et 6, est dépourvu de fondement légal et sera omis.

Article 3

L'alinéa 2 ne prévoit plus, contrairement à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 avril 2014 'portant réglementation du service postal', que les prestataires de services postaux doivent distribuer les envois enregistrés aux étages lorsqu'ils sont adressés aux « personnes présentant un déficit visuel ».

¹² Note de bas de page n° 174 de l'avis cité : Déjà invoqué plus avant, numéros 70 et s.

¹³ Note de bas de page n° 175 de l'avis cité : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; C.C., 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

¹⁴ Avis n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/1, pp. 55 à 127, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf>, observation n° 101.

Interrogée sur la compatibilité de la disposition en projet au regard du principe de *standstill* consacré à l'article 22^{ter} de la Constitution, la déléguée de la Ministre a expliqué que les personnes présentant un déficit visuel sont considérées comme des personnes à mobilité réduite.

Cette explication figurera judicieusement dans le rapport au Roi.

Article 7

1. À titre de sécurité juridique, la définition de « titre d'identité » formulée dans le rapport au Roi gagnerait à figurer dans le dispositif du paragraphe 1^{er}.

2. Par les termes « signature électronique » ou « cachet électronique » au sens de l'article 3, paragraphes 10 et 25, du règlement (UE) n° 910/2014, sont visées l'ensemble des signatures ou cachets électroniques, en ce compris leurs formes « avancée » et « qualifiée ».

Afin d'éviter toute confusion sur la portée du paragraphe 2, il est préférable d'indiquer que les signatures et cachets électroniques au sens de l'article 3, paragraphes 10 et 25, de ce règlement, constituent une signature valable pour se voir remettre un courrier enregistré.

3. Il convient de préciser, au paragraphe 3, 2^{ème} phrase, que les personnes morales visées sont celles « ayant la même adresse postale ».

Article 14

Le rapport au Roi précisera que la limite de quinze kilomètres respecte l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 26 janvier 2018 qui prévoit que si un colis présenté ne peut être distribué à l'adresse du destinataire, le prestataire du service universel doit le conserver « dans un lieu situé dans la commune du destinataire ».

Article 18

Au paragraphe 3, 1^o, l'auteur du projet vérifiera si son intention est bien de permettre l'octroi d'une procuration postale sur la seule présentation d'une « copie du recto d'un titre d'identité de la personne qui donne procuration ».

Article 19

L'articulation entre le paragraphe 7 et les articles 34, 35 et 39 du Code judiciaire, rendus applicables par l'article 46 de ce même Code, ne se comprend pas aisément à certains égards ¹⁵.

Eu égard à l'importance de la validité de la remise d'un pli judiciaire, il appartient à l'auteur du projet, d'une part, de s'assurer que le système qu'il met en place respecte strictement les dispositions pertinentes du Code judiciaire et, d'autre part, d'explicitier dans le rapport au Roi comment le paragraphe 7 et ces dispositions se concilient et s'articulent.

Le cas échéant, le paragraphe 7 sera adapté en conséquence.

Article 30

Conformément à l'obligation de transparence formulée à l'article 6, § 2, alinéa 2, de la loi du 26 janvier 2018, il convient, plutôt que de permettre à l'IBPT d'informer le demandeur dans un « délai raisonnable » que sa demande est incomplète ou qu'il souhaite des renseignements ou explications supplémentaires, de fixer un délai maximum dans lequel l'IBPT doit indiquer au demandeur que sa demande est complète ou non.

L'article 30 sera revu en ce sens.

TITRE 4 – Responsabilité extracontractuelle des prestataires de services postaux en cas de perte, de vol ou de détérioration d'un envoi ou de retard dans l'acheminement d'un envoi au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public national

Il n'est pas possible à la section de législation d'apprécier correctement le régime dérogatoire de responsabilité mis en place par le titre 4 dans la mesure où la notion de « service public national » n'est pas définie ¹⁶.

¹⁵ À titre d'illustration, l'article 34 du Code judiciaire prévoit que la remise du pli judiciaire est réputée faite à personne lorsque la copie de l'acte est remise à l'organe ou au préposé qui a qualité, en vertu de la loi, des statuts ou par délégation régulière, « pour représenter, même avec d'autres, la personne morale en justice » alors que le paragraphe 7 prévoit que le mandataire ou le représentant légal d'une personne morale ne peut se faire remettre le pli judiciaire que dans le cas où il dispose d'une procuration exprimant « le pouvoir de réceptionner ou de retirer les envois postaux ». De même, conformément à l'article 35 du Code judiciaire, si la remise du pli ne peut être faite à personne, elle a lieu, pour une personne morale, à son siège social ou administratif par la remise de la copie de l'acte à « un parent, allié, préposé ou serviteur du destinataire », sans qu'une procuration ne paraisse nécessaire à cet égard. Enfin, l'article 39, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire ne semble autoriser la remise du pli judiciaire à un mandataire que lorsque le destinataire « a élu domicile » chez ce mandataire, alors que le paragraphe 7, permet la remise du pli en cas de procuration, sans nécessiter l'élection de domicile.

¹⁶ Voir l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 'mettant en application les articles 142, § 4, 144^{quater}, § 3, 148^{sexies}, § 1^{er}, 1^o et 148^{septies} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques déterminant les plafonds des dommages et intérêts dus par les prestataires des services postaux en cas de responsabilité extracontractuelle de la perte, du vol, de l'avarie et/ou du retard d'un envoi postal au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public', qui utilise la même notion non autrement définie par l'arrêté qui comporte, en revanche, une définition d'un « service postal effectué dans le cadre d'un service public » (à savoir, le service postal universel exécuté par l'opérateur postal désigné comme prestataire du service universel ou par

Il appartient à l'auteur du projet de définir cette notion à la lumière des principes d'égalité et de non-discrimination, en tenant compte du fait que le régime en question déroge non seulement du droit commun de la responsabilité extracontractuelle mais qu'il pourrait en outre créer une distinction entre prestataires de services postaux en fonction des services prestés ¹⁷.

Enfin, l'auteur du projet indiquera dans le rapport au Roi les éléments de fait et de droit permettant de démontrer la proportionnalité des plafonds et des méthodes de calcul établis au regard de l'objectif poursuivi par le législateur.

Le titre 4 et son commentaire seront revus en conséquence.

Article 55

De l'accord de la déléguée de la Ministre, au paragraphe 3, 5°, la référence à l'article 24 sera remplacée par une référence à l'article 22.

Articles 66 et 69

Il appartient à l'auteur du projet de lever la contradiction entre les articles 66 et 69, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne les envois visés à l'article 68, alinéa 1^{er}, 1°, 6°, 7° et 8°.

TITRE 6 – De quelques services particuliers

Le titre 6 exécute l'article 25 de la loi du 26 janvier 2018 au sujet duquel la section de législation a, dans son avis n° 61.918/2/V donné le 11 septembre 2017, formulé l'observation suivante :

« Le commentaire de l'article précise que la disposition en projet reprend en l'actualisant l'article 141sexies de la loi du 21 mars 1991. Cet article fait partie d'une section intitulée 'missions de service public de bpost' (section 2 du chapitre V du titre IV de la loi du 21 mars 1991). En reprenant cette disposition dans la loi en projet, sous un chapitre 'autres services', la section de législation n'aperçoit pas quelle est la portée précise de cette disposition au regard de la directive 97/67/CE.

Le commentaire de l'article sera précisé et la disposition en projet sera, le cas échéant, réexaminée en conséquence » ¹⁸.

une de ses filiales conformément à l'article 13, § 3, de la loi du 21 mars 1991 'portant réforme de certaines entreprises publiques économiques' et tout autre service public postal confié à un opérateur postal).

¹⁷ Voir à cet égard l'avis n° 40.928/4.

¹⁸ Voir l'avis n° 61.918/2/V donné le 11 septembre 2017 sur un avant-projet de loi devenu la loi 26 janvier 2018, *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-2694/1, pp. 71 à 82, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61918.pdf>, observation n° 1 sous l'article 25.

L'exposé des motifs de la loi du 26 janvier 2018 énonce :

« Compte tenu de la libéralisation du marché, ce type de missions d'intérêt public n'est plus automatiquement confié à bpost. La référence aux 'missions de service public de bpost' (Titre IV, Chapitre V, Section II de la loi du 21 mars 1991) n'est donc plus reprise »¹⁹.

Comme l'a confirmé la déléguée de la Ministre, il apparaît que l'intention du législateur serait désormais de considérer ces services comme étant des « services d'intérêt économique général ».

Sans préjudice d'autres obligations applicables en matière d'aides d'État, il revient dès lors à l'auteur du projet de démontrer, dans le rapport au Roi, que les services tels qu'ils sont décrits dans le titre 6 répondent à la définition de services d'intérêt économique général au sens de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

La disposition sera réexaminée et, le cas échéant, revue à la lumière de cette observation.

*

¹⁹ *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-2694/1, p. 24.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Hoewel de machtigingen vervat in de wet van 6 juli 1971 ‘betreffende de oprichting van bpost en betreffende sommige postdiensten’ en in de wet van 26 januari 2018 ‘betreffende de postdiensten’ in het kader van hun tenuitvoerlegging een ruime beoordelingsbevoegdheid toekennen aan de Koning,¹ neemt dat niet weg dat ze onderzocht moeten worden in het licht van richtlijn 97/67/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 ‘betreffende gemeenschappelijke regels voor de ontwikkeling van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap en de verbetering van de kwaliteit van de dienst’.

Artikel 9 van die richtlijn luidt als volgt:

“1. Voor diensten die buiten de werkingssfeer van de universele dienst vallen, kunnen de lidstaten algemene machtigingen instellen, voor zover dit noodzakelijk is om de naleving van de essentiële eisen te waarborgen.²

2. Voor diensten die binnen de werkingssfeer van de universele dienst vallen, kunnen de lidstaten machtigingsprocedures instellen, met inbegrip van individuele vergunningen, voor zover dit noodzakelijk is om de naleving van de essentiële eisen te waarborgen en de universele dienstverlening te verzekeren.

¹ Zie met name artikel 3, § 1, 8°, van de wet van 26 januari 2018, dat de Koning ertoe machtigt voorwaarden te bepalen die door alle aanbieders van postdiensten moeten worden nageleefd, “inzonderheid” betreffende:

a) de behandeling en de verdeling van de aangetekende zendingen en de zendingen met aangegeven waarde;
b) de behandeling van de onverdeelbare zendingen en de onbestelbare zendingen; en
c) de zendingen die niet toegelaten zijn tot het postvervoer om redenen van openbare orde, veiligheid en gezondheid, of nog de regels in verband met het vervoer van gevaarlijke stoffen.

² In artikel 2, 19), van richtlijn 97/67/EG worden de “essentiële eisen” gedefinieerd als de “niet-economische redenen van algemeen belang die een lidstaat ertoe kunnen bewegen voorwaarden inzake het aanbieden van postdiensten op te leggen. Deze redenen zijn het vertrouwelijke karakter van de brievenpost, de veiligheid van het functioneren van het netwerk op het gebied van het vervoer van gevaarlijke stoffen, de naleving van arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden en regelingen voor sociale zekerheid die in wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen zijn vastgelegd en/of via collectieve onderhandelingen tussen de nationale partners zijn overeengekomen, in overeenstemming met het communautaire en het nationale recht, en, in gerechtvaardigde gevallen, de bescherming van gegevens, de bescherming van het milieu en de ruimtelijke ordening. Gegevensbescherming kan bestaan uit de bescherming van persoonsgegevens, het vertrouwelijke karakter van informatie die wordt doorgegeven en/of opgeslagen, alsmede de bescherming van de persoonlijke levenssfeer”.

Het verlenen van machtigingen kan:

- onderworpen worden aan universeledienstverplichtingen;
- mits dit noodzakelijk en gerechtvaardigd is, inhouden dat eisen inzake de kwaliteit, de beschikbaarheid en de prestaties van de betrokken diensten worden opgelegd;
- in voorkomend geval worden onderworpen aan de verplichting financieel aan de in artikel 7 bedoelde kostendelingsregelingen bij te dragen, indien het aanbieden van de universele dienst voor de overeenkomstig artikel 4 aangewezen aanbieder(s) van de universele dienst nettokosten en een onredelijke financiële last met zich meebrengt;
- in voorkomend geval worden onderworpen aan de verplichting financieel aan de in artikel 22 bedoelde bedrijfskosten van de nationale regelgevende instantie bij te dragen;
- in voorkomend geval worden onderworpen aan een verplichting tot naleving van de bij nationale wetgeving vastgestelde werkomstandigheden of deze verplichting opleggen.

De in het eerste streepje en in artikel 3 bedoelde verplichtingen en eisen kunnen alleen worden opgelegd aan de aangewezen aanbieders van de universele dienst.

Behalve in het geval van ondernemingen die overeenkomstig artikel 4 als aanbieders van de universele dienst zijn aangewezen, mag het verlenen van machtigingen niet:

- aan beperkingen in aantal onderworpen zijn;
- voor dezelfde elementen van de universele dienst of gedeelten van het nationale grondgebied universeledienstverplichtingen en tegelijkertijd financiële bijdragen aan een kostendelingsregeling opleggen;
- gepaard gaan met het stellen van voorwaarden die reeds krachtens andere, niet-sectorspecifieke nationale wetgeving voor ondernemingen gelden;
- vergezeld gaan van het opleggen van andere technische of operationele voorwaarden dan die welke noodzakelijk zijn om aan de verplichtingen krachtens deze richtlijn te voldoen.

3. De in de leden 1 en 2 bedoelde procedures, verplichtingen en eisen zijn transparant, toegankelijk, niet-discriminerend, evenredig, precies en ondubbelzinnig, van tevoren openbaar gemaakt en op objectieve criteria gebaseerd. De lidstaten zien erop toe dat de redenen waarom een machtiging geheel of gedeeltelijk geweigerd of ingetrokken wordt, aan de aanvrager worden meegedeeld, en zij stellen een beroepsprocedure in.”³

Daaruit volgt dat de verplichtingen, opgelegd aan de aanbieders van postdiensten ingevolge de algemene machtiging dan wel de individuele machtiging, enkel mogen worden opgelegd binnen bepaalde perken wat betreft zowel hun voorwerp als de doelstelling die ze nastreven, en dat ze in een redelijke verhouding moeten blijven staan tot het nagestreefde doel.⁴

Het voorliggende besluit voorziet ten aanzien van de aanbieders van postdiensten

³ Het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft geoordeeld dat artikel 9, lid 2, tweede alinea, eveneens geldt voor de algemene machtigingen bedoeld in lid 1 van die bepaling. De door het Hof gevolgde redenering kan *mutatis mutandis* overigens ook gelden voor artikel 9, lid 2, vierde alinea, van de richtlijn; HvJ 16 november 2016, *DHL Express (Austria) GmbH v. Post-Control-Kommission, Bundesminister für Verkehr, Innovation und Technologie*, C-2/15, punt 26, ECLI:EU:C:2016:880.

⁴ Zie advies 53.840/4, op 25 september 2013 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 3 februari 2014 ‘houdende diverse bepalingen betreffende postdiensten’, *Parl.St.* Kamer 2013-14, nr. 53-3134/001, 17-26, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53840.pdf>, opmerking 2 over artikel 9.

niettemin in een aantal verplichtingen die vragen kunnen doen rijzen in het licht van het aldus door de richtlijn vastgestelde kader en waarvoor de steller van het ontwerp geen specifieke verantwoording geeft.

Het gaat om de volgende verplichtingen:

- artikel 2, § 4, verplicht voortaan alle houders van een vergunning een dienst voor nazending en bewaring van de brievenpost te verzorgen, terwijl die verplichting thans, overeenkomstig artikel 38 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 ‘houdende reglementering van de postdienst’, enkel aan de aanbieder van de universele dienst opgelegd wordt;

- de artikelen 5 en 6 en hoofdstuk 7 van titel 2 gelden voortaan voor alle aanbieders van postdiensten, terwijl die bepalingen thans enkel van toepassing zijn op de diensten die, overeenkomstig de artikelen 24 tot 27, 36 en 37 van het koninklijk besluit van 24 april 2014, deel uitmaken van de universele dienst;

- artikel 14 gelast voortaan alle aanbieders van postdiensten een ingeschreven zending die niet binnen een straal van maximaal vijftien kilometer van het adres van de geadresseerde kon worden aangeboden, ter beschikking te houden;

- artikel 28, 5°, verplicht de vergunningaanvragers in het kader van hun aanvraag de algemene verkoopsvoorwaarden mee te delen die zullen worden toegepast ingeval de vergunning verleend wordt;

- artikel 37 bepaalt welke minimale informatie de houders van een vergunning verplicht moeten vermelden in hun algemene voorwaarden, en schrijft hun voor die informatie op hun website ter beschikking te stellen.⁵

Er dient te worden vastgesteld dat in het dossier geen enkele verduidelijking over die verschillende punten wordt gegeven. In dat opzicht was het voor de afdeling Wetgeving niet mogelijk om zich met volledige kennis van zaken uit te spreken.

Het staat dan ook aan de steller van het ontwerp om in het verslag aan de Koning uiteen te zetten hoe die verplichtingen verenigbaar zijn met het door richtlijn 97/67/EG vastgestelde kader, zoals dat hiervoor in herinnering is gebracht.

⁵ Zie, wat die verplichting betreft, advies 47.625/4, op 22 februari 2010 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 13 december 2010 ‘tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten’, *Parl.St.* Kamer 2010, nr. 202/001, 68-110, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47625.pdf>, opmerking 1.3 over artikel 28.

Enkel als dat kan worden aangetoond, kunnen de onderzochte verplichtingen worden gehandhaafd, eventueel mits een herziening van hun toepassingsgebied.⁶

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Over verscheidene bepalingen die als rechtsgrond worden aangevoerd, moet het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna “BIPT”) “adviezen”⁷ en een “voorstel”⁸ formuleren.

Naar aanleiding van de vraag of die vormvereisten vervuld zijn, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat “le Conseil d’IBPT a approuvé et proposé le texte à la Ministre”.

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat die vormvereisten wel degelijk vervuld zijn.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Aangezien sommige bepalingen van het ontwerpbesluit geen uitdrukkelijke rechtsgrond hebben,⁹ dient in een nieuw eerste lid naar artikel 108 van de Grondwet te worden verwezen.

2. In het eerste lid (dat het tweede lid wordt) dient nauwkeuriger te worden verwezen naar artikel 3, § 1, 1°, tweede lid, en 8°, alsook naar artikel 4, tweede lid, van de wet van 26 januari 2018.

Bovendien vormen, zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, ook de artikelen 6, § 1, 1°, en 16, § 4, van de wet van 26 januari 2018 evenals artikel 46, § 1, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek de rechtsgrond van sommige bepalingen van het ontwerpbesluit. Bijgevolg moeten die bepalingen eveneens worden vermeld in het nieuwe tweede lid.

⁶ Zie in dat verband advies 40.928/4, op 19 september 2006 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 1 april 2007 ‘tot wijziging van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST en tot wijziging van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst’, *Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2780/001, 23-28, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40928.pdf>.

⁷ Zie de artikelen 6, § 2, 7 en 13 van de wet van 26 januari 2018.

⁸ Zie artikel 6, § 1, 1°, van de wet van 26 januari 2018.

⁹ Zie bij wijze van voorbeeld de definities vervat in artikel 42, §§ 2 en 3.

3. Aangezien verordening (EU) 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 ‘betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG’ een rechtsgrond vormt van het ontworpen besluit, moet ze worden vermeld in de aanhef, die dienovereenkomstig moet worden aangevuld.¹⁰

4. Het voorstel van het BIPT en het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, die momenteel geraadpleegd wordt, moeten eveneens met opgave van hun datum in de aanhef worden vermeld.

5. De akkoordbevinding van de minister van Begroting is krachtens artikel 5, 2°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole’ niet vereist.

Om verwarring te voorkomen over de vraag of die akkoordbevinding verplicht is, moet deze niet in de aanhef worden vermeld; het lid dat naar die akkoordbevinding verwijst, moet worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Nieuw artikel 1

Er moet een nieuw artikel 1 worden ingevoegd waarin nader wordt bepaald dat het voorliggende ontwerp richtlijn 97/67/EG gedeeltelijk omzet.¹¹

Artikel 1

De steller van het ontwerp is niet bevoegd om te voorzien in bepalingen zoals die in paragraaf 1.

Die paragraaf moet worden weggelaten.

Artikel 2

Paragraaf 3, eerste lid, *in fine*, bepaalt dat de aanbieder van postdiensten de mogelijkheid heeft om een bezorgingsadres te bepalen “door automatische verwerking van persoonsgegevens”.

¹⁰ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 40.

¹¹ *Ibidem*, aanbeveling 94.

In paragraaf 3, tweede lid, staat in dat verband het volgende te lezen:

“Deze verwerkingen hebben als doel het postadres aan te vullen of te interpreteren op basis van ofwel herkenningss algoritmen ofwel aftoetsing tegenover gegevens die eerder werden verwerkt in het kader van vroegere bezorgingen van zendingen aan dezelfde geadresseerde ofwel tegenover de adresdatabanken gebruikt door de aanbieder van postdiensten.”

Krachtens artikel 22 van de Grondwet, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 6, lid 3, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ moet de verwerking van persoonsgegevens worden geregeld door een duidelijke en nauwkeurige regelgeving, waarvan de toepassing voor de betrokkenen voorzienbaar moet zijn.

De algemene vergadering van de afdeling Wetgeving heeft in dat verband onlangs het volgende in herinnering gebracht in haar advies 68.936/AV van 7 april 2021:

“Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel¹² dient te worden nageleefd.

Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de ‘essentiële elementen’ voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.¹³

Bijgevolg moeten de ‘essentiële elementen’ van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel ‘essentiële elementen’ uitmaken: 1° de categorie van verwerkte gegevens; 2° de categorie van betrokken personen; 3° de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4° de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5° de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.”¹⁴

Geen enkele machtiging die is opgenomen in de wet van 26 januari 2018 of in de wet van 6 juli 1971 voldoet, wat betreft de automatische verwerking van persoonsgegevens zoals bedoeld in artikel 2, § 3, eerste lid, *in fine*, aan die vereisten.

¹² Voetnoot 174 van het geciteerde advies: Wat dit beginsel betreft, zie supra randnummers 70 en v.

¹³ Voetnoot 175 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie inzonderheid GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

¹⁴ Advies 68.936/AV, op 7 april 2021 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’ (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 55-127, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68936.pdf>), opmerking 101.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de paragrafen 5 en 6 van de voorliggende bepaling.

Daaruit volgt dat artikel 2, § 3, eerste lid, *in fine*, en §§ 5 en 6, geen rechtsgrond heeft en moet worden weggelaten.

Artikel 3

In tegenstelling tot artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 april 2014 ‘houdende reglementering van de postdienst’, bepaalt het tweede lid niet langer meer dat de aanbieders van postdiensten verplicht zijn om ingeschreven postzendingen te bezorgen op verdiepingen indien de geadresseerde een persoon “met een visuele beperking” is.

Op een vraag over de verenigbaarheid van de ontworpen bepaling met het in artikel 22^{ter} van de Grondwet verankerde *standstill*-beginsel, heeft de gemachtigde van de minister uitgelegd dat personen met een visuele beperking worden beschouwd als personen met een beperkte mobiliteit.

Het verdient aanbeveling die toelichting op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 7

1. Ter wille van de rechtszekerheid zou de definitie van “identiteitsbewijs”, zoals geformuleerd in het verslag aan de Koning, beter worden opgenomen in het dispositief van paragraaf 1.

2. Onder de term “elektronische handtekening” of “elektronisch zegel” in de zin van artikel 3, lid 10 en lid 25, van verordening (EU) 910/2014 worden alle elektronische handtekeningen of zegels verstaan, ook hun “geavanceerde” en de “gekwalficeerde” vorm.

Om te voorkomen dat er verwarring ontstaat omtrent de draagwijdte van paragraaf 2, is het raadzaam aan te geven dat de elektronische handtekeningen en zegels in de zin van artikel 3, lid 10 en lid 25, van die verordening geldige handtekeningen zijn om een ingeschreven zending te ontvangen.

3. In paragraaf 3, tweede zin, dient nader te worden bepaald dat de bedoelde rechtspersonen de rechtspersonen “met hetzelfde postadres” zijn.

Artikel 14

In het verslag aan de Koning moet nader worden aangegeven dat de afstand van maximaal vijftien kilometer in overeenstemming is met artikel 16, § 1, tweede lid, van de wet van 26 januari 2018, dat bepaalt dat de aanbieder van de universele dienst een aangeboden pakket dat niet kan worden besteld op het adres van de bestemming, moet bewaren “op een plaats in de gemeente van de geadresseerde”.

Artikel 18

In paragraaf 3, 1°, moet de steller van het ontwerp nagaan of het wel degelijk zijn bedoeling is om de toekenning van een postvolmacht mogelijk te maken op voorlegging van enkel een “kopie van de voorzijde van een identiteitsbewijs van de persoon die volmacht geeft”.

Artikel 19

De samenhang tussen paragraaf 7 en de artikelen 34, 35 en 39 van het Gerechtelijk Wetboek, die toepasselijk zijn verklaard bij artikel 46 van datzelfde wetboek, valt in bepaalde opzichten moeilijk te begrijpen.¹⁵

Gelet op het belang van de geldigheid van de overhandiging van een gerechtsbrief staat het aan de steller van het ontwerp om, enerzijds, zich ervan te vergewissen dat de regeling die hij invoert, de relevante bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek strikt naleeft en om, anderzijds, in het verslag aan de Koning te verduidelijken hoe paragraaf 7 en die bepalingen onderling verenigbaar zijn en hoe ze zich tot elkaar verhouden.

Zo nodig moet paragraaf 7 dienovereenkomstig worden aangepast.

¹⁵ Zo bijvoorbeeld bepaalt artikel 34 van het Gerechtelijk Wetboek dat de terhandstelling van de gerechtsbrief wordt geacht aan de persoon te zijn gedaan wanneer het afschrift van de akte ter hand is gesteld aan het orgaan dat, of de aangestelde die, krachtens de wet, de statuten of een regelmatige opdracht bevoegd is “om de rechtspersoon, zelfs samen met anderen, in rechte te vertegenwoordigen”, terwijl paragraaf 7 bepaalt dat de gerechtsbrief slechts mag worden afgegeven aan de gevolmachtigde of de wettelijke vertegenwoordiger van een rechtspersoon indien deze beschikt over een volmacht “waaruit de bevoegdheid blijkt om de postzendingen in ontvangst te nemen of af te halen”. Evenzo geschiedt de betekening van de gerechtsbrief die niet aan de persoon kan worden gedaan, overeenkomstig artikel 35 van het Gerechtelijk Wetboek, voor een rechtspersoon aan de maatschappelijke of de administratieve zetel door de terhandstelling van het afschrift van de akte aan “een bloedverwante, aanverwante, dienstbode of aangestelde van de geadresseerde” zonder dat daarvoor een volmacht nodig lijkt te zijn. Ten slotte lijkt artikel 39, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek de overhandiging van de gerechtsbrief aan een lasthebber enkel toe te staan wanneer de geadresseerde bij die lasthebber “woonplaats heeft gekozen”, terwijl paragraaf 7 de overhandiging van de brief mogelijk maakt in het geval van een volmacht, zonder dat daarvoor de keuze van woonplaats vereist is.

Artikel 30

Overeenkomstig de transparantieverplichting die is geformuleerd in artikel 6, § 2, tweede lid, van de wet van 26 januari 2018, dient een maximumtermijn te worden bepaald waarbinnen het BIPT de aanvrager moet meedelen dat zijn aanvraag al dan niet volledig is, in plaats van dat het BIPT de mogelijkheid wordt gegeven om de aanvrager binnen een “redelijke termijn” mee te delen dat zijn aanvraag onvolledig is of dat het BIPT bijkomende inlichtingen of verduidelijkingen wenst.

Artikel 30 moet in die zin worden herzien.

TITEL 4. - Extracontractuele aansprakelijkheid van de aanbieders van postdiensten voor verlies, diefstal of beschadiging van een zending of vertraging in de verzending van een zending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een nationale openbare dienst

De afdeling Wetgeving kan de bij Titel 4 ingevoerde afwijkende aansprakelijkheidsregeling niet naar behoren beoordelen, in zoverre het begrip “nationale openbare dienst” niet wordt gedefinieerd.¹⁶

Het staat aan de steller van het ontwerp om dat begrip in het licht van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie te definiëren, rekening houdend met het feit dat de regeling in kwestie niet alleen afwijkt van het gemene recht inzake de buitencontractuele aansprakelijkheid, maar ook een onderscheid zou kunnen creëren tussen aanbieders van postdiensten naargelang de verleende diensten.¹⁷

Tot slot moet de steller van het ontwerp in het verslag aan de Koning de feitelijke en juridische gegevens aangeven die aantonen dat de vastgestelde plafonds en berekeningsmethodes evenredig zijn met het door de wetgever nagestreefde doel.

Titel 4 en de commentaar erop moeten dienovereenkomstig worden herzien.

¹⁶ Zie artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 ‘tot toepassing van de artikelen 142, § 4, 44^{quater}, § 3, 148^{sexies}, § 1, 1° en 148^{septies} van de wet van 21 maart 1991 ‘betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en ter bepaling van de plafonds voor de schadevergoedingen en interesten die de aanbieders van postdiensten verschuldigd zijn in geval van extracontractuele aansprakelijkheid voor verlies, diefstal, beschadiging en/of vertraging van een postzending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een openbare dienst’, waarin wordt gebruikgemaakt van hetzelfde begrip dat in het besluit niet anders wordt gedefinieerd; het besluit bevat daarentegen wel een definitie van een “postdienst in het kader van een nationale openbare dienst” (zijnde de universele postdienst uitgevoerd door de postoperator die is aangewezen als universele dienstverlener of door een van zijn dochterondernemingen conform artikel 13, § 3, van de wet van 21 maart 1991 ‘betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven’ en elke andere aan een postoperator toevertrouwde openbare dienst).

¹⁷ Zie in dat verband advies 40.928/4.

Artikel 55

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de verwijzing naar artikel 24 in paragraaf 3, 5°, moet worden vervangen door een verwijzing naar artikel 22.

Artikelen 66 en 69

De steller van het ontwerp dient de tegenstrijdigheid tussen de artikelen 66 en 69, eerste lid, op te heffen voor wat betreft de brievenpost bedoeld in artikel 68, eerste lid, 1°, 6°, 7° en 8°.

TITEL 6 – Enkele bijzondere diensten

Titel 6 geeft uitvoering aan artikel 25 van de wet van 26 januari 2018, waarover de afdeling Wetgeving in haar advies 61.918/2/V van 11 september 2017 de volgende opmerking heeft geformuleerd:

“In de bespreking van het artikel wordt vermeld dat artikel 141^{sexies} van de wet van 21 maart 1991 in de ontworpen bepaling in een geactualiseerde vorm overgenomen wordt. Dat artikel maakt deel uit van een afdeling met als titel ‘Opdrachten van openbare dienst van bpost’ (afdeling II van titel IV, hoofdstuk V, van de wet van 21 maart 1991). Doordat die bepaling in de ontworpen wet in een hoofdstuk ‘Andere diensten’ opgenomen wordt, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de precieze strekking van die bepaling is ten aanzien van richtlijn 97/67/EG.

De bespreking van het artikel dient verduidelijkt te worden en de ontworpen bepaling behoort, in voorkomend geval, dienovereenkomstig opnieuw onderzocht te worden.”¹⁸

In de memorie van toelichting van de wet van 26 januari 2018 wordt het volgende vermeld:

“Gelet op de liberalisering van de markt, worden dergelijke opdrachten van algemeen belang niet meer automatisch aan bpost toevertrouwd. De verwijzing naar de “opdrachten van openbare dienst van bpost” (Titel IV, Hoofdstuk V, Afdeling II van de wet van 21 maart 1991) wordt daarom niet meer opgenomen.”¹⁹

Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, blijkt de wetgever die diensten voortaan als “diensten van algemeen economisch belang” te willen beschouwen.

¹⁸ Zie advies 61.918/2/V, gegeven op 11 september 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 26 januari 2018, *Parl.St. Kamer* 2017-18, nr. 54-2694/001, 71 tot 82, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61918.pdf>, opmerking 1 over artikel 25.

¹⁹ *Parl. St. Kamer* 2017-18, nr. 54-2694/001, 24.

Onverminderd andere verplichtingen die van toepassing zijn inzake staatssteun, staat het derhalve aan de steller van het ontwerp om in het verslag aan de Koning aan te tonen dat de in titel 6 beschreven diensten beantwoorden aan de definitie van diensten van algemeen economisch belang in de zin van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

De bepaling moet opnieuw worden onderzocht en in voorkomend geval worden herzien in het licht van deze opmerking.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET